



HAL
open science

PILOTAGE DU DEVELOPPEMENT ET RESULTATS ECONOMIQUES : REVUE DE L'EXPERIENCE CHINOISE ET PERSPECTIVES D'EMERGENCE POUR LA RDC

Bobo B. Kabungu, Pascaline Ntabugi Barakomerwa

► **To cite this version:**

Bobo B. Kabungu, Pascaline Ntabugi Barakomerwa. PILOTAGE DU DEVELOPPEMENT ET RESULTATS ECONOMIQUES : REVUE DE L'EXPERIENCE CHINOISE ET PERSPECTIVES D'EMERGENCE POUR LA RDC. Annales de l'UNIGOM, 2017, VII. hal-02314585

HAL Id: hal-02314585

<https://hal.science/hal-02314585v1>

Submitted on 16 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PILOTAGE DU DEVELOPPEMENT ET RESULTATS ECONOMIQUES : REVUE DE L'EXPERIENCE CHINOISE ET PERSPECTIVES D'EMERGENCE POUR LA RDC

Bobo B. KABUNGU¹ et Pascaline NTABUGI BARAKOMERWA²

- (1) *Doctorant en Administration publique à la BIU/Espagne et en Administration des affaires à Horizons University/France, DESS en Economie du Développement, Directeur-Adjoint à la Banque Centrale du Congo. Tél. : +243810259412 ; email : bobokabungu@gmail.com*
- (2) *Master 2 (en cours) en Economie monétaire à la FUM/Belgique et en Administration des entreprises à l'Université la Rochelle en France, Licence en économie monétaire, Préposée à l'assistanat dans plusieurs universités. Tél. : +243812280952 ; email : pascalinentabugi2011@gmail.com*

RÉSUMÉ

Le développement renvoie à l'ensemble de mutations sociales qui améliorent les aptitudes d'une population à augmenter son produit réel et global et à inscrire cette tendance dans la durée. Si l'on retient cette acception, la Chine s'est développée, en tout cas sur le plan économique. Un consensus se dégage là-dessus, malgré les critiques. Plusieurs pays aimeraient la prendre en exemple et la RDC en fait partie. Ce papier montre, après un cadre conceptuel fouillé, comment la Chine a cheminé tout au long de la seconde partie du 20^{ème} siècle et est parvenue à « émerger » alors que la RDC s'est engouffrée. Grâce à une méthode comparative, il passe en revue les expériences en matière de pilotage du développement et met en lumière un schisme entre les deux pays alors tous deux sous occupation au début du siècle dernier. L'espoir n'est pas perdu ; grâce à des suggestions en matière de planification et de politique économique relatives notamment à la priorisation des réformes, à la mise en œuvre d'un plan de développement cohérent, à la diversification de l'économie, à l'assainissement des finances publiques ou à l'augmentation des budgets d'investissement, le pays peut retrouver la voie de son développement. Mais cela exige une stabilité politique et un haut degré de prise de conscience des acteurs.

Mots-clés : Economie du développement, planification économique, plan quinquennal, émergence, gouvernance, Chine, République Démocratique du Congo.

ABSTRACT

Development refers to the set of social transformations that enhance the ability of a population to increase its real and global product and to put this trend into the longer term. If we accept this meaning, China has developed, at least in economic terms. A consensus emerges on this, despite the criticisms. Several countries would like to take it as an example and the DRC is one of them. This paper shows, after a detailed conceptual framework, how China has traveled along the second half of the 20th century and has managed to "emerge" as the DRC has engulfed itself. Using a comparative method it reviews experiences in the field of development steering and highlights a schism between the two countries then both under occupation at the beginning of the last century. Hope is not lost; through suggestions for planning and economic policy, such as prioritizing reforms, implementing a coherent development plan, diversifying the economy, consolidating public finances, or the increase in investment budgets, the country can return to the path of its development. But this requires political stability and an awareness of the actors.

Keywords: Development economics, economic planning, five-year plan, emergence, governance, China, Democratic Republic of Congo.

1. INTRODUCTION

La définition la plus usitée du développement est empruntée de François PERROUX qui, en 1961, l'entendait comme étant « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global » (DEUBEL, P., 2008, p. 463). Parmi ces changements, Dwight H. PERKINS, Steven RADELET et David L. LINDAUER (2008, p. 25-26) citent, entre autres (i) le bouleversement des systèmes politiques, particulièrement après la guerre froide, (ii) des mutations démographiques, (iii) l'extension des maladies endémiques, (iv) la progression du commerce mondial, dans un contexte de baisse des coûts de transport et de communication, (v) la vitesse de déplacement du capital entre les pays et (vi) la rapidité de la circulation des informations.

En effet, sur le plan politique, plusieurs pays sont ceux qui ont opté pour la démocratie, et comptent sur ses vertus pour stimuler la croissance et contribuer à la réduction de la pauvreté.

En ce qui concerne les maladies, il est à noter que la prise en charge de la pandémie du VIH/sida ou du paludisme, pour ne citer que ces deux, est très coûteuse pour la société et son économie. Plusieurs pays africains, asiatiques et la Russie en payent un lourd tribut. D'un autre côté, la croissance de la population, selon qu'elle est retardée ou s'accélère, a eu un impact économique, attesté, à titre exemplatif, par l'évolution du taux de chômage, du nombre d'enfants à charge, de l'épargne du fait de la retraite d'une couche de la population active et des recettes fiscales.

S'agissant du commerce, l'une des mutations les plus importantes des dernières années est la division de la chaîne de production qui s'étale désormais sur de nombreux pays, selon la spécialité propre à chacun d'eux, au lieu de tout concentrer dans un seul. L'illustration la plus évidente se rapporte au processus de fabrication des grands avions Airbus dont le moteur provient d'un pays, les pneus d'un autre, et les ailes d'un autre encore afin de faciliter la pénétration des marchés mondiaux.

Au niveau des finances, le perfectionnement des outils et la place prépondérante des capitaux privés ont permis aux pays à faible revenu d'accéder à une épargne collectée à l'étranger pour financer des projets locaux ou, dans certains cas de libéralisation effrénée sans tenir compte des capacités réelles des institutions financières locales, à des crises financières.

Tous ces changements et la manière avec laquelle ils ont été appréhendés ont permis à certains pays, au-delà des préalables généraux nécessaires à un décollage économique, de se distinguer ou plutôt d'émerger. Au nombre de ces pays figure la République populaire de Chine (que nous nommerons simplement Chine tout au long de l'article). Michel AGLIETTA et Françoise LEMOINE (2010, p. 32) ont écrit que « la Chine était, de très loin, le pays le plus pauvre du monde en 1950, avec un PIB par habitant égal à la moitié de celui de l'Afrique et aux deux tiers de celui de l'Inde. Elle est devenue, en 2010, la première puissance commerciale et la deuxième par le niveau du PIB, tout en étant encore un pays en développement ».

Selon Zhan SU (2009), la Chine a pu remonter la pente pour avoir sa place dans la cour des grands, grâce à des réformes d'envergure. Son économie a connu un essor incontestable et ce, malgré d'innombrables problèmes, récents comme anciens, qui parsèment son évolution. Pour

Françoise LEMOINE (2006), ces prouesses sont l'œuvre de la modernisation de l'économie chinoise via un virage progressif vers le marché, de la mobilisation de ses immenses ressources en main d'œuvre et d'un positionnement stratégique dans la mondialisation en devenant l'usine du monde.

Dans un article paru en juin 2017, nous avons fait observer qu' « en un demi-siècle, ce pays asiatique, peuplé comme aucun autre au monde, a pu réaliser un bond de croissance sans pareil, propre aux dragons... (En effet,) le PIB de ce pays a connu une croissance moyenne annuelle de 9,8%, durant trois décennies, soit une expansion 3 fois supérieure à la moyenne mondiale, passant de 147 milliards USD en 1978 à 3.280 milliards USD en 2007. De même, son PIB par habitant a augmenté de 190 USD à plus de 2.360 USD et la pauvreté a été réduite de 500 millions d'individus à moins de 100 millions » (KABUNGU, B. B. et NTABUGI BARAKOMERWA, P., 2017, p. 44).

Une première analyse comparative des indicateurs pertinents des économies chinoise et congolaise révèle que la première s'est caractérisée, entre une croissance ininterrompue de sa production, alors que la seconde a évolué en dents de scie, avec des creux dépassant les - 10 %. Si depuis 2001, à la faveur des efforts de stabilisation politique et économique, la RDC s'efforce de réduire l'écart en termes de croissance économique qui s'est amplifié durant la décennie 1990 du fait de la destruction du tissu économique, le pays peine à réaliser des taux de croissance de deux chiffres.

L'article susmentionné avait relevé les réformes principales mises en œuvre par la Chine ces 40 dernières années à l'effet d'inspirer la RDC. Cependant les lecteurs ont souhaité, à juste titre, obtenir plus d'informations sur les différents plans nationaux de développement, leur pilotage institutionnel ainsi que les résultats progressifs auxquels ils sont parvenus au fil du temps. C'est le défi que se propose de relever ce papier. Ainsi, après une revue de la littérature focalisée sur (i) la croissance et le développement, (ii) les questions de sous-développement et les voies de sortie ainsi que (iii) la planification et la performance, l'analyse s'appesantira sur l'exercice du pilotage du développement en Chine de 1953 à ce jour, comparé à l'histoire économique congolaise postcoloniale. De cette comparaison jaillira un schisme des expériences duquel partiront des recommandations enrichies des cas des autres pays en voie de développement.

Autant que pour l'article précédent, notre démarche a consisté principalement, dans le cadre de cette étude, en une collette documentaire. Nous avons, en effet, opté pour une revue systématique des rapports officiels, des documents de travail, des travaux de recherches publiés ou non, ayant un lien direct avec l'objet de l'étude. Ainsi, il nous a été donné, d'un côté, de rechercher les documents portant sur les stratégies de développement en général et la compréhension performance économique et, d'un autre, de nous appesantir sur l'expérience de la Chine en matière de pilotage du développement. La revue de ces documents a permis de parvenir à résumer l'expérience de la Chine dans la conduite de divers plans quinquennaux de développement mis en œuvre jusqu'ici et à procéder à une analyse comparative avec le cas congolais.

2. REVUE DE LA LITTERATURE

2.1 Croissance et développement : essai de conceptualisation et conditions¹

Le développement renvoie à l'ensemble de mutations sociales qui améliorent les aptitudes d'une population à augmenter son produit réel et global et à inscrire cette tendance dans la durée. Ceci sous-entend qu'il existe une corrélation entre croissance et développement, même s'il est prouvé que toute croissance ne se fait pas nécessairement suivre de développement. En effet, les exemples de partage inégalitaire des richesses sont légion et les pays où une élite s'accapare de l'essentiel des fruits de la croissance au détriment du reste de la population sont nombreux. Par ailleurs, le développement, appréhendé comme combinaison de changements sociaux positifs, est source de croissance et requiert une accumulation préalable. Aussi, le développement se conçoit-il comme un processus de long terme qui produit des effets durables.

C'est depuis la seconde moitié du 18^{ème} siècle que les économistes s'attèlent à comprendre les conditions et les facteurs de la croissance. Dans son ouvrage intitulé *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*, Adam SMITH (1776) mettait déjà en exergue la division du travail, dans le cadre de la théorie des avantages absolus, comme facteur de croissance. Vingt-deux ans après cette œuvre pionnière, Robert MALTHUS (1798), dans son *Essai sur le principe de population*, montra l'impact de la démographie sur la croissance. Poussant sa réflexion à l'extrême, il suggéra même la baisse de la natalité et le célibat comme moyen de tempérer l'effet néfaste de la démographie galopante sur la possession des richesses. Vue sous cet angle, la mort était un remède pour la société.

Au 19^{ème} siècle, David RICARDO et Karl MARX se distinguent par leurs recherches. Le premier, en publiant *Des principes de l'économie publique et de l'impôt* en 1817, attire l'attention sur la loi des rendements décroissants. En effet, David RICARDO (1817), partant du postulat selon lequel la valeur ajoutée est répartie entre les propriétaires de la terre, les salariés et le capitaliste, prouve que l'augmentation de la production pour compenser celle de la population, sous contrainte de la baisse de la productivité des terres, entraîne une élévation du coût de production qui implique une hausse des salaires et de la rente foncière, le profit des capitalistes étant résiduel. Il s'en suit une réduction continue des profits jusqu'au découragement des capitalistes qui cesseront d'investir. C'est la situation d'état stationnaire contre lequel l'auteur préconise l'augmentation des gains de productivité dans l'agriculture en recourant au progrès technique et l'ouverture au commerce international, avec comme soubassement la théorie des avantages comparatifs.

Selon l'école de Karl MARX, le capitalisme perd de sa vigueur à cause, d'une part, de la recherche effrénée de la maximisation du revenu de l'investisseur qui réduit inlassablement ses coûts, y compris les salaires, et d'autre part, de la rudesse de la concurrence entre capitalistes. Ces deux ingrédients sont propices pour l'apparition d'une crise.

Parmi les travaux réalisés au cours du 20^{ème} siècle, ceux de Joseph SCHUMPETER méritent d'être cités en particulier. Ils ont le mérite de placer véritablement le progrès industriel au cœur du changement. Dans son livre intitulé *Capitalisme, Socialisme et démocratie* paru en 1942, il

¹ Inspiré de KABUNGU, B. B., 2017, inédit

met en avant le risque que prend l'entrepreneur qui décide de lancer un nouveau produit ou une nouvelle façon de produire ainsi que la concurrence monopolistique qui lui assurent une rétribution financière (SCHUMPETER, J., 1942).

S'agissant des étapes de la croissance, il est indispensable de se référer aux travaux de ROSTOW (1963) pour qui le développement de toute société passe par cinq phases : la société traditionnelle², la transition ou les conditions préalables au démarrage³, le démarrage proprement dit, le progrès vers la maturité, et l'ère de la consommation.

« En bref, écrit Louis FAVREAU, le développement se concentre et se définit à partir de trois moteurs soit l'urbanisation, l'industrialisation et l'économie de marché, trois moteurs qui seraient à l'origine du développement des sociétés du Nord à partir du 19^{ième} siècle (1830-1975) » (Louis FAVREAU, 2004, p. 5).

Soulignons, avec Arnaud DIEMER (n.d.) que « le modèle de Solow n'expliquait pas la croissance, il signalait simplement que grâce au progrès technique, la croissance peut perdurer. Pour les tenants de la théorie de la croissance endogène, le progrès technique ne tombe pas du ciel. La croissance est ainsi assimilée à un phénomène autoentretenu par accumulation de quatre facteurs principaux : la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public » (Arnaud DIEMER, n.d., p. 14).

Tableau 1. Les types de capital et leurs acceptions

Types de capital	Acception
<i>Capital physique</i>	Equipement dans lequel une entité investit pour la production des biens et services
<i>Capital humain</i>	Capacités physiques ou intellectuelles qu'une personne ou une communauté utilise en vue de la production pour obtenir un revenu. La forme la plus répandue d'investissement en capital humain est la formation. En effet, le renforcement des capacités des ressources humaines est de plus en plus reconnu comme un des investissements qui rapportent le plus dans une société, malgré le décalage entre la mise en œuvre des moyens ad hoc et la réalisation des résultats escomptés.
<i>Capital public</i>	Ensemble d'infrastructures de communication et de transport exploitées par une entité.

Source : Les auteurs.

Au-delà de ces quelques considérations théoriques, les pays ont souvent navigué entre un penchant et un autre, suivant l'idéologie qui leur est propre, les atouts qu'ils ont développés, l'environnement géostratégique et le contexte.

² La société traditionnelle est essentiellement agricole et le rendement potentiel individuel peine à atteindre son maximum. Les liens familiaux sont très poussés et le propriétaire foncier est au cœur des décisions de la société.

³ Ou le décollage

2.2 Questions sur le sous-développement et stratégies de sortie⁴

2.2.1 *Le sous-développement comme blocage, retard ou manque*

La revue de la littérature revient avec force sur l'analyse libérale du sous-développement considéré comme *retard* et à l'analyse marxiste du sous-développement considéré comme *blocage*⁵. Ces réflexions, souvent associées à Walt W. ROSTOW (1970), partent du postulat selon lequel le développement suit un tracé linéaire que toutes les sociétés sont censées suivre. Ainsi, tout retard dans la course au développement serait expliqué par des ratés⁶ dans la réalisation des conditions préalables au décollage, au take-off, à la marche vers la maturité ou à la société de consommation de masse.

En d'autres termes, pour reprendre l'idée de Philippe DEUBEL, « un pays sous-développé connaîtrait des blocages qui empêchent le processus de développement de se mettre en place, en particulier l'industrialisation. Lever ces blocages par des stratégies de développement basées sur l'industrialisation et la sortie de la spécialisation agricole permettrait donc de sortir du sous-développement. Mais le sous-développement ne peut se réduire au seul critère de la sous-industrialisation. La théorie des « besoins essentiels » met l'accent sur la notion de « manque » : un pays sous-développé est un pays où les besoins fondamentaux de l'homme ne sont pas couverts »⁷ (DEUBEL, P., 2008, p. 466). Cet entendement demeure malgré l'évolution du concept du sous-développement depuis l'après-guerre.

S'agissant particulièrement de l'opposition Nord-Sud, AMIN (1970) et EMMANUEL (1969) dont les travaux se sont appesantis sur l'Afrique, ainsi que CARDOSO et FALETTO (1978) dont les recherches se sont focalisées sur l'Amérique latine mettent en exergue une théorie de la dépendance des pays de la *périphérie* (Sud) face à ceux du *centre* (Nord). Cette dépendance se matérialise à la fois sur les plans commercial, technologique et financier. Il en ressort que le sous-développement est perçu comme le fait d'une domination du Nord sur le Sud rendant ce dernier toujours perdant dans les échanges pris globalement.

Philippe DEUBEL résume bien ce qui précède : « pour sortir les pays pauvres du sous-développement, plusieurs courants théoriques s'opposent sur les blocages qui expliquent leur situation. Le courant libéral considère le sous-développement comme un simple retard qui pourra être comblé par l'imitation des stratégies adoptées par les pays développés dans leur industrialisation et, en particulier, la participation au commerce international. D'autres courants hétérodoxes considèrent eux que les pays en développement doivent élaborer des stratégies originales du fait de la spécificité de leur situation économique, sociale et culturelle : dualisme du système économique, insertion défailante dans le commerce international, culture opposée aux modalités de développement, sous-développement des pays de la *périphérie* causé par la domination exercée par les pays développés du *centre* » (DEUBEL, P., 2008, p. 481).

⁴ Puisé de KABUNGU, B. B., 2017, inédit

⁵ La seconde analyse est basée notamment sur le modèle de la Chine et des pays de l'Est.

⁶ Au nombre de ces ratés, figurent les mauvais choix politiques et économiques, la corruption, les guerres, etc.

⁷ Besoins d'alimentation, de sécurité, de santé, d'éducation...

Ceci dit, plusieurs stratégies de développement ont été expérimentées dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Comme nous l'avons dit précédemment, leurs fondements ont un lien avec le contexte de l'époque. Ainsi, les Etats ont eu le choix entre le libre-échange et le protectionnisme, l'intervention de l'État ou le laisser-faire du marché, les décisions d'inspiration libérale ou d'idéologie keynésienne, etc.

2.2.2 *Stratégies de développement : quelques expériences*

Après la seconde guerre mondiale, à l'aube de l'indépendance des colonies, plusieurs pays ressassaient encore les conséquences de leur spécialisation dans les produits primaires. Ils ont décidé, peu à peu, d'abandonner l'agriculture à faible potentiel de productivité et devenue surannée et d'opter pour l'investissement dans le secteur industriel supposé être porteur d'externalités positives via des effets en tâche d'huile⁸.

Dans le dynamisme du développement autocentré, la première stratégie d'industrialisation prit forme via la **substitution aux importations** afin de se soustraire de la dépendance du commerce international, sous réserve d'une demande interne suffisante pour absorber la production nationale au risque d'être rattrapée par une crise de surproduction. Elle fut appliquée en Amérique latine dans les années 1950 mais prit également de l'ampleur en Asie, notamment en Corée et aux Philippines, ainsi qu'en Afrique subsaharienne, spécialement au Kenya et au Sénégal.

Inspirées de l'expérience de l'URSS, l'Inde et l'Algérie se distinguèrent en adoptant, respectivement en 1950 et en 1967, une planification publique de l'industrialisation en amont nommée **stratégie des industries industrialisantes**. Il était question d'orienter les investissements pour constituer des pôles industriels de croissance à partir desquels le développement se propagerait dans tous les autres secteurs industriels en aval. L'on notera que les secteurs privilégiés ont souvent été ceux de l'industrie lourde qui se trouvent en amont de la chaîne productive. Par effet d'entraînement, les gains de productivité, à obtenir par exemple grâce à la mécanisation de l'agriculture, devraient favoriser le développement de l'économie nationale.

D'autres pays, riches en ressources naturelles abondantes, à l'instar du pétrole, firent plutôt le choix de la **stratégie de spécialisation dans l'exportation** des produits primaires, les revenus ainsi obtenus devant faciliter l'importation des biens d'équipement pour favoriser l'industrialisation du pays. Cette stratégie ne produisit malheureusement pas les effets escomptés pour les pays à culture unique, dans un contexte de dégradation des termes de l'échange⁹. Aussi, a-t-on observé que la forte volatilité des cours des produits de base et les pratiques protectionnistes des pays du Nord se révélaient être des freins au succès de cette spécialisation.

D'autres encore ont opté pour la **stratégie de la promotion des exportations**. Cette dernière suggère de remplacer les exportations traditionnelles concentrées sur les produits primaires par celles qui mettent en avant des produits plus intensifs en capital et ayant une valeur ajoutée

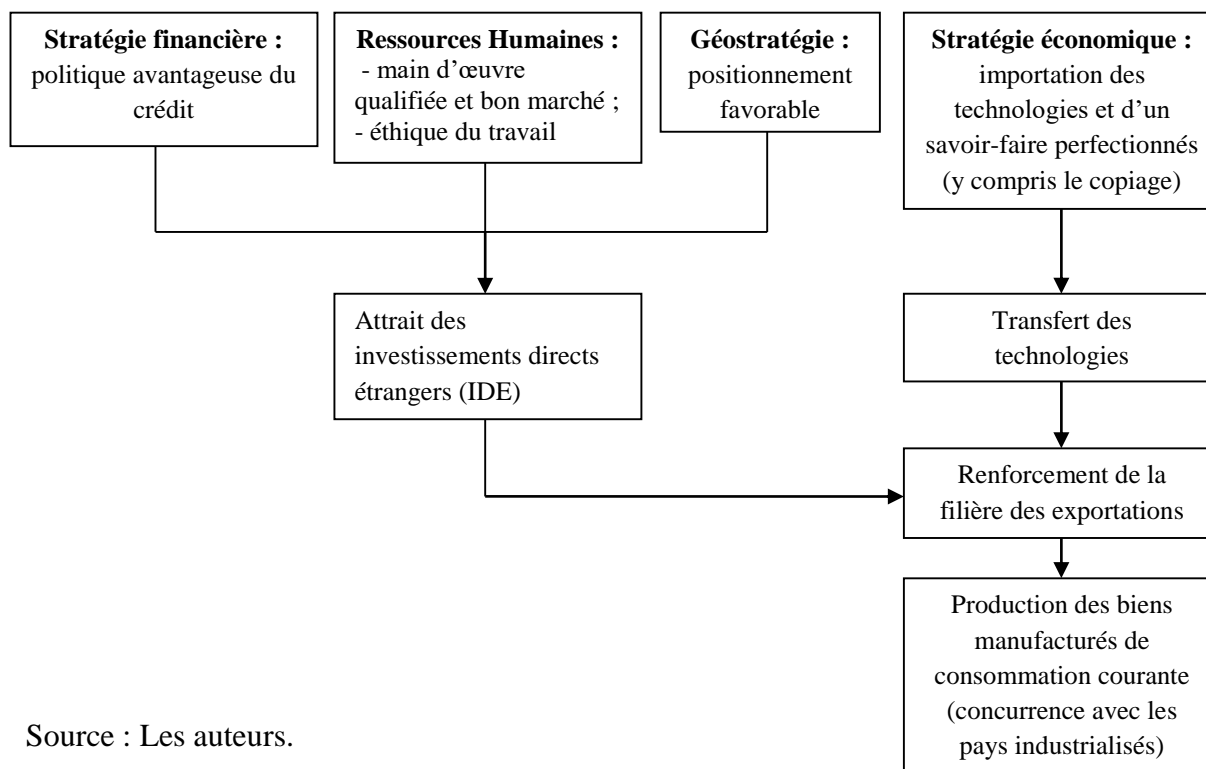
⁸ Les effets d'entraînement étaient attendus par l'intermédiaire de gains de productivité, d'un renforcement des capacités de la main-d'œuvre et du progrès technique.

⁹ Les pays exportateurs de pétrole furent également affectés dans les années 1980 à la suite des deux chocs pétroliers des années 1970.

supérieure. Hong-Kong et Singapour ont été les pionniers de cette stratégie, vite adoptée par la Corée du Sud et Taïwan¹⁰, constituant le groupe des « Dragons d'Asie ». En Amérique latine, l'exemple fut suivi par le Brésil, le Chili et le Mexique, avant que la Chine, la Malaisie et la Thaïlande ne leur emboîte le pas au cours des années 1980.

La Chine a su tirer profit de cette stratégie qui lui a permis de passer de l'industrie légère à l'industrie lourde grâce, notamment, au progrès technique et à la formation de la main-d'œuvre. Cependant, bon nombre de pays d'Amérique latine ont peiné à décoller avec une dette extérieure colossale au cours des années 1970-1980. Le cas de la Thaïlande et de la Malaisie ont, pour leur part, attiré l'attention sur la nécessité d'éviter la dépendance vis-à-vis des sociétés transnationales¹¹ qui n'hésitent aucunement à quitter le pays en cas de perte de l'attrait.

Figure 1. Schématisation de la stratégie globale de la promotion des exportations appliquée par les nouveaux pays industrialisés asiatiques (NPIA)



Source : Les auteurs.

2.3 Planification stratégique et performance économique

La prospérité est le but de tout opérateur économique, aussi bien au niveau microéconomique que macroéconomique. Son côté rationnel le pousse à planifier ses opérations. Le sujet sur la relation entre la planification stratégique et la performance économique d'une entité intéresse les chercheurs en management particulièrement depuis la fin des années 1960. Leurs avis quant à l'intérêt de la planification sont divergents mais un consensus se dégage sur l'importance de l'exercice tant qu'il n'éteint pas la flamme de l'innovation nécessaire au maintien de l'agent économique dans la compétition.

¹⁰ Les quatre pays ont constitué le groupe des nouveaux pays industrialisés asiatiques (NPIA).

¹¹ C'est le phénomène des « pays-ateliers ».

Rapporté au cadre macroéconomique, la notion de planification stratégique s'applique tout autant. En effet, le plan permet au décideur politique d'avoir une ligne directrice pour matérialiser une vision d'ensemble indispensable au développement. Le tableau ci-après résume quelques travaux puisés dans la littérature sur l'utilité du plan.

3. PILOTAGE DU DÉVELOPPEMENT ET PROGRÈS SOCIOÉCONOMIQUE EN CHINE

3.1 La Chine : une civilisation prospère plus que millénaire

La Chine est reconnue comme étant l'une des plus anciennes civilisations au monde. Tirant ses origines dans la vallée du fleuve Jaune, la civilisation chinoise s'est étendue vers le sud grâce à la conquête des territoires au sud du Yangzi Jiang avec la dynastie *Han*. Cette extension a été portée vers l'ouest aux premières incursions en Asie centrale sous la même dynastie, temporairement jusqu'à la mer Caspienne sous les *Tang*, vers le Xinjiang, le Tibet et le grand nord sous les *Qing*. Ceux-ci, d'origine mandchoue, apportèrent à la Chine la Mandchourie et la Mongolie.

L'histoire de la Chine renseigne que celle-ci a été, à plusieurs reprises, conquise, divisée puis réunifiée. C'est seulement après la victoire contre l'armée japonaise en 1945 que la Chine a pu se libérer des interventions étrangères et proclamer l'avènement de la République populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949, à la suite de la victoire militaire du Parti communiste chinois sur le *Kuomintang*. Le pays se présente aujourd'hui comme une « république socialiste » et exerce un contrôle sur vingt-deux provinces, cinq régions autonomes, quatre municipalités (dont Beijing) et deux régions administratives spéciales (Hong Kong et Macao).

Sur le plan scientifique, le monde doit à la Chine de nombreuses inventions majeures, à l'exemple de la boussole, du papier, du billet de banque et de la poudre noire. Au niveau culturel, la civilisation chinoise a laissé ses empreintes, entre autres, par le truchement de la calligraphie, de la peinture, de l'imprimerie et des instruments de musique.

Du point de vue économique, tout porte à croire que la Chine a été la première puissance mondiale durant la majeure partie des deux derniers millénaires. En effet, la Chine a bénéficié, durant le règne de la dynastie des Yuan, d'une organisation, d'un système de route et de poste efficaces, contribuant à la modernisation de son économie.

L'ère *Ming* a eu le mérite de renforcer les liens existant déjà sur la route des épices, entre l'Inde, la côte africaine orientale, l'Indonésie et éventuellement l'Australie ainsi que les Amériques (bien avant les européens prétendent les chinois), si l'on s'en tient à l'histoire des flottes de l'amiral Zheng He ainsi qu'aux cartes qu'elle a laissées, avant d'enregistrer un repli. Quoi qu'il en soit, jusqu'à la révolution industrielle, c'est en Chine qu'on trouvait le niveau de vie le plus élevé au monde.

3.2 Les grandes phases de l'économie chinoise contemporaine

La Chine était, de très loin le pays le plus pauvre du monde en 1950, avec un PIB par habitant égal à la moitié de celui de l'Afrique et aux deux tiers de celui de l'Inde. Elle est devenue, en

2010, la première puissance commerciale et la deuxième par le niveau du PIB, tout en étant encore un pays en développement. En un demi-siècle, ce pays asiatique, peuplé comme aucun autre au monde, a pu réaliser un bond de croissance sans pareil. En 2014, le pays devient la première puissance économique mondiale, en termes de PIB mesuré en parité de pouvoir d'achat.

Une analyse comparative de l'évolution de la croissance économique réalisée respectivement par la Chine et la RDC, de 1970 à 2010, révèle que le premier pays s'est inscrit dans une dynamique de records, cherchant chaque année à se dépasser sans jamais enregistrer un seul taux négatif sur la période. En revanche, le second a connu des hauts et des bas sans parvenir à des taux de deux chiffres, même à l'apogée de son histoire économique durant les années 1970 durant lesquelles l'on a observé des soubresauts d'une année à une autre. L'écart s'est davantage creusé pendant la décennie 1990-2000 à l'occasion de la destruction de l'industrie congolaise et de la déconfiture de son économie.

S'agissant particulièrement de la Chine, il est possible de subdiviser l'histoire de sa marche vers l'émergence en deux grandes phases : *la période de jalonnement du développement* caractérisée par une identité politique communiste et une restauration de l'économie (période maoïste), laquelle va de 1949 à 1978 et *celle du décollage économique*, grâce à la migration vers l'économie de marché (de 1978 à nos jours).

3.2.1 La période de jalonnement

Durant la première phase, sous l'influence idéologique et économique de l'Union soviétique, le Gouvernement chinois entreprend la restauration de l'économie sous contrainte d'inflation galopante et faible capacité de production. La planification se révèle vite comme une réponse aux « années noires » (1959 – 1961) et contribue à la relance de la production agricole.

La stratégie du développement via le secteur agricole sera secondée par un vigoureux appui à l'industrie à partir de la fin des années 1970, dans un contexte d'apaisement des tensions politiques. Ainsi, un gros effort d'investissement, reposant, pour l'essentiel, sur l'importation d'équipements occidentaux fut fourni.

Par ailleurs, un système d'assurance sociale minimale de la grande majorité de la population fut assuré et la diffusion des soins de santé primaires garantie, avec un impact positif sur l'espérance de vie en Chine. Cependant, la restauration de l'économie ne se fit pas accompagner d'une réduction de la pauvreté, avec une vingtaine de millions de chinois sous alimentés en 1978, la progression annuelle du PIB par tête n'allant pas bien au-delà des 2 % si l'on intègre la dimension démographique à la croissance économique.

En définitive, cette phase a eu le mérite, pour la Chine, de poser les jalons d'un développement industriel ultérieur et de jeter les bases d'un développement humain, grâce à une amélioration des services de santé et de l'enseignement primaire.

3.2.2 La période de décollage

Cette phase a démarré avec la décentralisation économique vers les années 1980 qui permit de déconcentrer le pouvoir financier avant de doter le pays, au cours des années 1990, d'institutions et d'instruments de régulation nécessaires à une économie de marché. Il est à noter qu'entre 1984 et 1989, le système économique est dualiste : l'on observe une coexistence du plan et du marché. Ce système de transition permit à la Chine d'éviter une libéralisation brutale. Par la suite, la libéralisation des prix ainsi que la réforme des entreprises d'Etat s'accélérent. En 2001, le pays fit son entrée à l'Organisation Mondiale du Commerce, consacrant ainsi son ouverture à la concurrence internationale. Depuis lors, la Chine suit un processus de planification qui répond à un cycle de six activités principales que sont : (i) la ratification des grandes lignes la première année, (ii) l'exécution des politiques tout au long des cinq ans du plan, (iii) la revue à mi-parcours à la troisième année, (iv) la révision de la troisième à la dernière année du plan quinquennal, (v) le projet du nouveau plan à partir de la quatrième et (vi) la publication des prochaines lignes directrices en octobre de la cinquième année.

La mise en œuvre des plans dans les années 2000 a permis d'atteindre les objectifs escomptés, si pas de les dépasser pour plusieurs d'entre eux. L'on observe ainsi que les réalisations de la Chine en matière de réduction de chômage urbain, d'augmentation du revenu net par habitant et d'amélioration de la couverture en milieu rural, d'augmentation de la part des dépenses de recherche et surtout du PIB/habitant.

3.3 Planification à la chinoise et résultats économiques

3.3.1 Des plans quinquennaux ininterrompus en près de 70 ans

En tant qu'une partie composante du plan économique d'Etat, le « plan quinquennal » est destiné principalement à planifier la construction d'importants projets, la distribution des forces productives et les importants rapports entre les divers secteurs économiques, et à déterminer les objectifs du développement économique à long terme et son orientation.

En 1953, année qui a suivi la période de relèvement de l'économie (1949-1952), la Chine a commencé à exécuter le premier plan quinquennal, suivi de douze autres, à l'exception de la période 1963-1965 consacrée à un réajustement de l'économie nationale. Actuellement, c'est le 13^{ème} plan quinquennal qui est en exécution.

3.3.1.1 Plans de 1953 à 1980

Le filigrane commun à tous ces plans c'est l'esprit de records dans la production et le souci du rattrapage économique. L'efficacité à tout prix est le mot d'ordre. Ces différents plans ont eu des mérites et des tares :

- **Plan 1953-1957** : il a jeté les bases de l'industrialisation socialiste via le lancement de 595 ouvrages importants centrés sur 156 grands projets, grâce notamment à l'accompagnement de l'Union Soviétique. Au total, 55 milliards de yuans furent investis dans la construction d'infrastructures.

La valeur globale de la production industrielle s'est accrue de 128,6% par rapport à 1952. Aussi, la structure économique avait-elle changé, avec le passage de 30 % en 1949 à 56,5 % pour la part de l'industrie dans la valeur globale des productions industrielle et agricole. Par ailleurs, dans le revenu national, la part de l'économie publique, de l'économie

coopérative et de l'économie mixte Etat-privé est passée de 21,3 % en 1952 à 92,9 % en 1957.

Au passif de ce plan, l'on note, en dehors de la négligence de l'agriculture au profit absolu de l'industrie, que la part des crédits consacrés à l'infrastructure est passée de 30,2 % à 48 % dans les dépenses financières, causant ainsi un gros endettement de l'Etat ;

- **Plan 1958-1962** : les idées aventuristes en faveur de l'élévation effrénée des objectifs, pourtant déjà contraignants, en vue de dépasser le niveau de l'Angleterre et de rattraper les Etats-Unis (le « grand bond en avant ») ainsi que la « lutte contre la déviation de droite », ont perturbé les efforts de l'économie nationale, entraînant un déficit financier prolongé et rendant très difficiles les conditions de vie du peuple ;
- **Plan 1966-1970** : l'agriculture a repris une place de choix, suivie de l'industrie légère et l'industrie lourde. Toutefois, les efforts liés au renforcement de la défense nationale en prévision d'une guerre ont eu un effet d'éviction sur d'autres dépenses liées à l'amélioration des conditions de vie de la population ;
- **Plan 1971-1975** : après l'ajustement des objectifs aux capacités réelles de production, les principales cibles économiques ont été globalement atteintes dans tous les secteurs clés. Il s'en est suivi une amélioration marquée de la situation économique ;
- **Plan 1976-1980** : la valeur globale des productions industrielle et agricole et le revenu national ont augmenté considérablement. En 1977 et 1978, les recettes et les dépenses financières se sont accrues au point de dégager un léger excédent, mettant ainsi un terme à la détérioration de la situation financière résultant du déficit des trois années précédentes. Cependant, l'aventurisme caractérisé par une exigence pressée du développement économique et la définition des objectifs élevés, a conduit à un nouvel échec de l'édification économique. Des mesures de réajustement et de réforme ont permis, par la suite, de remettre le pays sur la bonne voie.

3.3.1.2 Plans de 1981 à 2000

A partir des années 1980, les plans sont mieux élaborés et les objectifs ne se limitent plus qu'à des augmentations de la production. Désormais, un effort est consenti pour veiller à la cohérence des secteurs, à la compatibilité des objectifs et au respect des normes d'efficacité, le tout dans un esprit d'ouverture.

- **Plan 1981-1985**: au-delà de l'accroissement réaliste de la valeur globale de la production industrielle et agricole, il est question, notamment, de (i) faire correspondre la quantité et la qualité des biens de consommation fournis à la croissance du pouvoir d'achat et au changement de la structure de la consommation, et maintenir la stabilité essentielle des prix ; (ii) réduire considérablement la consommation de matériaux, principalement d'énergie, et mieux coordonner la production des moyens de production et des biens de consommation ainsi que (iii) de contrôler strictement la croissance démographique tout en encourageant l'éducation.

Durant ce 6^{ème} plan, les échanges économiques et techniques avec l'étranger ont accédé à une nouvelle étape : les exportations chinoises sont passées du 28^{ème} en 1980 au 10^{ème} rang

en 1984 dans le monde. En outre, le revenu des habitants s'est accru et leur vie a connu une amélioration notable.

- **Plan 1986-1990** : l'attention portée sur les grands équilibres macroéconomiques a été maintenue et les résultats réalisés à l'issue du 6^{ème} plan ont globalement été consolidés.

En sus, une importance stratégique a été accordée à l'éducation (popularisation progressive de l'enseignement obligatoire) et à la science afin de promouvoir le progrès technique, et accélérer la mise en valeur de l'intelligence. Ce plan a permis de maintenir une croissance soutenue de l'économie, sous réserve d'un contrôle des investissements en biens immobiliers.

- **Plan 1991-1995** : En 1995, le PNB atteignit 5.760 milliards de yuans, soit 4,3 fois plus que celui de 1980, déduction faite du facteur des prix, ce qui constitue un succès extraordinaire. 845 projets d'infrastructure grands ou moyens et 374 projets importants de rénovation technique ont été réalisés et mis en service durant ce 8^{ème} quinquennat, ce qui permit aux principaux secteurs d'activités d'élever considérablement leur niveau technique, aux entreprises de mieux s'équiper et de renforcer leur compétitivité au marché. La Chine construisit 5.800 km de chemins de fer, 3.400 km de chemins de fer à double voie, et 2.600 km de chemins de fer électrifiés, 105.000 km de routes dont 1600 km d'autoroutes, accrut la capacité de manutention des ports de 138 millions de tonnes, construisit 12 aéroports, posa 100.000 km de câbles en fibre optique, mit en service 75 millions de kW de groupes électrogènes et accrut la production de l'électricité de 9 % par an.

Durant cette période, la Chine s'est placée la première dans le monde quant à la production de certains produits importants comme le charbon, le ciment, la cotonnade, le téléviseur, les céréales, le coton et la viande. Sa production de l'acier et des fibres chimiques a occupé le deuxième rang et la production de l'électricité, le troisième.

Les exportations chinoises pendant un an ont dépassé la valeur de 100 milliards de USD et leur part dans le commerce mondial est passée de 1,6 % durant le 7^{ème} quinquennat à 3%. La Chine a occupé ainsi le 11^{ème} rang dans le monde. Les réserves chinoises en devises étrangères ont atteint 73,6 milliards de USD, soit 5,6 fois celles de la fin du 7^{ème} quinquennat (11,1 milliards de USD).

Les conditions d'existence ont continué à s'améliorer. A la fin de 1995, les épargnes des citadins et des ruraux étaient proches de 3.000 milliards de yuans, soit de 2.000 milliards supérieures à celles de la fin du 7^{ème} quinquennat. Pendant cette période, le nombre de travailleurs s'est accru de 50 millions de personnes, dont 37,4 millions en région urbaine. Le nombre de pauvres est tombé de 85 millions à 65 millions. La croissance démographique jugée trop rapide a également été stoppée : l'accroissement naturel est tombé de 14,39‰ en 1990 à 10,55‰ en 1995. La radiodiffusion et la télévision ont, par ailleurs, couvert respectivement 78,7 et 84,8 % des habitants, soit une augmentation respective de 4 et de 5 points par rapport à 1990.

- **Plan 1996-2000** : Les principaux objectifs du développement économique et social pour 2000 consistaient (i) à quadrupler le PNB par rapport à 1980, (ii) à éradiquer la pauvreté et faire jouir au peuple d'un niveau de vie relativement aisé ; (iii) à accélérer l'instauration du système des entreprises modernes et jeter les premières bases de l'économie de marché socialiste.

3.3.1.3 Plans de 2001 à 2015

- **Plan 2001-2005** : Ce 10^{ème} quinquennat tenait à réaliser une croissance économique soutenue (7 % environ par an, un PNB 12.500 milliards de yuans et un PIB/habitant¹² de 9.400 yuans en 2005), à maintenir le taux de chômage à 5% environ en région urbaine, à préserver la stabilité des prix et à garantir l'équilibre de la balance des paiements. Sur le plan de la restructuration économique, la structure industrielle sera optimisée de sorte que la compétitivité internationale des entreprises sera renforcée.

En même temps, les fonds destinés aux recherches et au développement représenteraient plus de 1,5 % du PIB en 2005, de sorte que la capacité de l'innovation scientifique et technique serait plus grande, et que le progrès technologique s'accélérait. Par ailleurs, il était attendu un développement plus rapide du secteur de l'éducation à tous les échelons et dans tous les domaines. C'est ainsi que l'on consolida les résultats de la popularisation de l'enseignement obligatoire de neuf ans, le taux de scolarisation brute avoisina les 90 % dans l'enseignement secondaire du premier cycle, 60 % dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle et 15 % environ dans l'enseignement supérieur. Toujours dans le volet social, les installations de culture et de sport ont continué à se multiplier et servi davantage de personnes. Les autorités chinoises s'investirent à rendre la vie culturelle plus riche et à améliorer les mœurs et l'ordre sociaux.

- **Plan 2006-2010** : Alors que le 11^{ème} plan quinquennal s'était fixé comme objectif un taux de croissance annuel moyen du PIB de 7,5 %, les statistiques officielles indiquent que ce rythme a été dépassé. La croissance du PIB pour 2007 a été la plus forte de la période à 13 %, et 2009 a été la plus faible à 9,1 %.

Pour accroître l'efficacité énergétique, une réduction de la consommation de 20 % par unité de PIB a été fixée durant cette période. Dans les 4 premières années du quinquennat, une réduction de 15,6 % a été réalisée. Mais la consommation énergétique par unité de PIB a accru de moins de 0,1 % dans la première moitié de 2010, sur une base annuelle.

De 2006 à 2009, le revenu annuel disponible par capital pour les citoyens était de plus de dix mille yuans et a continué d'augmenter année après année. Le revenu annuel net pour les habitants des régions rurales était de moins de 6.000 yuans. Il a aussi augmenté année après année, mais à un rythme moindre que pour les résidents des villes.

Un million cinq cent mille étudiants des niveaux supérieurs étaient inscrits à l'université ou dans des centres de recherche, et plus de 17 millions d'étudiants non-diplômés étaient inscrits à l'université ou dans des écoles secondaires techniques en 2006. En 2009, leur nombre a augmenté respectivement à plus de 1,4 million et plus de 21 millions.

- **Plan 2011-2015** : Ce 12^{ème} programme étalé sur cinq ans avait ciblé plusieurs points dont (i) l'accélération de la transformation du modèle national de croissance économique, et la création d'une nouvelle plateforme pour le développement scientifique ; (ii) la stimulation de l'expansion de la demande intérieure, tout en maintenant une croissance économique stable et relativement rapide ; (iii) la poursuite de la modernisation de l'agriculture et l'accélération de l'édification de nouveaux villages socialistes ; (iv) le développement d'un

¹² Aux prix de 2000.

système industriel moderne et la consolidation de la base de la compétitivité des industries ; (v) la promotion d'une urbanisation à la fois stable et dynamique ; (vi) l'accélération de l'édification d'une société économe en énergie et écologique et le rehaussement du niveau de civilisation écologique ; (vii) l'approfondissement de la stratégie visant à revigorer la science, la technologie, l'éducation et le talent dans le pays, et la construction d'une société tournée vers l'innovation ; (viii) la consolidation du développement social et l'amélioration du système des services publics de base ; (ix) la promotion du développement culturel ; (x) l'accélération des réformes et le perfectionnement de l'économie socialiste de marché et (xi) la mise en place d'une stratégie ouverte et inclusive, en faveur du pays.

3.3.1.4 13^{ème} Plan quinquennal 2016-2020

Le document officiel qui présente le 13^{ème} Plan quinquennal 2016-2020 pour le développement économique et social de la République Populaire de Chine affirme que la période couverte par ce plan sera décisive pour achever la construction d'une société modérément prospère à tous égards. Il prévoit la mise en œuvre des politiques stratégiques du Comité central du Parti Communiste Chinois pour parvenir à une compréhension précise, d'une part, des changements profonds de l'environnement tant intérieur qu'international et, d'autre part, des circonstances auxquelles la Chine est confrontée dans ses efforts de développement. Ceci lui permettra de s'adapter de façon proactive et de contribuer étroitement à un développement novateur, mieux coordonné, vert, ouvert et partagé, afin de s'assurer qu'une société modérément prospère soit établie à tous égards.

3.3.2 Conception, mise en œuvre et suivi des plans de développement : le rôle des institutions-clés

L'institution en charge de la conception et de la mise en œuvre des plans de développement en Chine est la Commission Nationale du Développement et de la Réforme. Dans le domaine de la recherche, elle compte sur l'apport de l'Académie des Recherches Macroéconomiques placée sous sa tutelle.

3.3.2.1 Commission Nationale du Développement et de la Réforme (CNDR)

Cette institution ayant rang de ministère est chargée notamment de :

- formuler et appliquer des stratégies de développement économique et social national ;
- proposer des objectifs et politiques concernant le développement de l'économie nationale, concevoir les plans de développement annuels, à moyen et long termes et présenter le plan pour le développement économique et social national au Congrès National du peuple au nom du Conseil d'État ;
- effectuer des recherches et des analyses sur la situation économique nationale et internationale et formuler des recommandations sur l'emploi des divers instruments économiques et politiques ;
- inspecter la mise en œuvre des politiques de prix, contrôler et surveiller l'évolution de la dette extérieure de la Chine, et veiller à l'équilibre de la balance des paiements internationaux ;

- examiner et approuver les projets d'investissement-clé pour le développement suivant les orientations du Conseil d'Etat, superviser l'utilisation des prêts étrangers dans des projets de construction, orienter les investissements privés, proposer des stratégies et des plans d'utilisation du capital étranger et des investissements à l'extérieur de la Chine ;
- organiser la formulation de politiques industrielles globales, coordonner le développement industriel avec plans pertinents, concevoir des stratégies pour le développement des industries de haute technologie et l'avancée des technologies industrielles ;
- formuler des stratégies et politiques majeurs pour le développement du secteur des services ainsi que d'autres ministères ;
- analyser les stratégies de développement et les principales politiques relatives à l'urbanisation et coordonner la coopération économique régionale ;
- élaborer des plans pour la réserve d'état de matières stratégiques et assurer leur gestion optimale ;
- proposer les politiques adaptées aux ambitions nationales en matière de planification familiale, d'éducation, de culture, de santé et d'administration civile, suggérer des stratégies de création d'emplois, coordonner le développement de la sécurité sociale ;
- promouvoir la stratégie de développement durable, l'économie de l'énergie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le recyclage économie, la conservation des ressources, l'élaboration des plans d'amélioration écologique et de protection de l'environnement, les constructions à faible consommation énergétique, la lutte contre le changement climatique ;
- proposer des projets de lois et prendre des règlements concernant le développement économique et social national, la restructuration économique ;
- coordonner les grands enjeux et organiser la mise en œuvre des travaux connexes de la mobilisation économique nationale ;
- exécuter d'autres tâches assignées par le Conseil d'Etat.

3.3.2.2 Académie des Recherches Macroéconomiques (AMR)

L'AMR a été créée en 1995 sur les fondations du Centre de Recherche Economique de l'ancienne Commission Nationale de Planification. Elle est affiliée à la CNDR. Soutien intellectuel de la Commission Nationale du Développement et de la Réforme, l'Académie est appelée à conseiller le Gouvernement central en matière d'élaboration des politiques macroéconomiques, en facilitant la CNDR à bien accomplir son mandat et en fournissant des services de consultation pour la société.

Elle a pour missions principales de :

- mener des recherches sur la dynamique de l'économie mondiale, la finance internationale et le commerce, analyser leur impact sur la Chine et suggérer des politiques adéquates ;
- formuler des stratégies nationales de développement et concevoir des plans à moyen et long termes ;
- mener des réflexions sur les enjeux stratégiques liés au développement rural et industriel, au progrès scientifique et technologique, à l'investissement et à la consommation, à l'économie régionale, à la répartition du revenu, à la sécurité sociale, au prix du marché, aux questions énergétiques, au changement climatique, au développement du transport ;
- fournir des services de consultation aux gouvernements locaux et/ou aux entreprises nationales et étrangères sur les stratégies de développement ;
- servir de relai entre les experts nationaux et étrangers, procéder à des échanges académiques avec les organisations internationales, des gouvernements étrangers et des institutions non gouvernementales de recherche et mener des recherches conjointes sur les grandes questions d'intérêt commun.

3.4 Relations sino-africaines et coopération économique

3.4.1 La Chine et le reste du monde

Il ressort de la lecture de tous les programmes de coopération sino-africaine dans des domaines aussi variés que le commerce, la construction des infrastructures, l'appui à l'éducation ou la santé que la Chine promeut une initiative dénommée « une ceinture, une route ». Au travers de cette initiative, les autorités chinoises se sont engagées à stimuler l'ouverture et le développement. Il s'agit du renouvellement de la ceinture économique de la route ainsi que de la voie maritime de la soie utilisée jadis par les expéditions chinoises pour stimuler l'interconnexion entre l'Asie et le reste du monde.

C'est ici le lieu de mentionner que la Chine a mis en place un programme d'assistance en faveur des pays africains, sans prétention d'ingérence dans leurs affaires internes et dans une optique gagnant-gagnant. Ainsi, elle s'est engagée à mettre 60 milliards de USD à leur profit sur trois ans et ce, soit en aides sans contrepartie, soit en prêts sans intérêts, soit encore en prêts préférentiels.

3.4.2 Evolution d'un partenariat commercial

En Afrique subsaharienne, les échanges se sont sensiblement transformés ces deux dernières décennies. Les pays avancés représentaient près de 90 % des exportations de la région en 1995. Aujourd'hui, les nouveaux partenaires comme le Brésil, la Chine ou l'Inde en représentent plus de la moitié, dont environ 50 % de ce total pour la Chine. Celle-ci est d'ailleurs devenue, en 2014, la première source d'importations des pays subsahariens. Les métaux, minéraux et combustibles représentent 70 % des exportations de l'Afrique subsaharienne vers la Chine, tandis que les produits manufacturés et les machines constituent l'essentiel de ses importations en provenance de Chine. Wenjie CHEN et Roger NORD, relèvent que la Chine est aujourd'hui

une attraction commerciale du fait de sa croissance impressionnante (CHEN, W. et NORD, R., 2016).

3.4.3 Situation des investissements directs étrangers en provenance de la Chine

L'investissement direct étranger (IDE) de la Chine en Afrique subsaharienne a considérablement augmenté depuis 2006. Même si, d'après les statistiques officielles les plus récentes (2012), il représente moins de 5 % de l'IDE total de la région (sachant que l'IDE implique l'exercice d'une certaine forme de contrôle sur une entreprise), certains éléments empiriques semblent indiquer que la proportion pourrait être en réalité bien plus élevée. De nombreux petits entrepreneurs chinois se sont établis en Afrique.

4 PILOTAGE DU DÉVELOPPEMENT ET PROGRÈS SOCIOÉCONOMIQUE EN RDC

4.1 Potentialités et structure de l'économie congolaise

La RDC est un pays doté comme aucun autre en ressources naturelles. Qu'il s'agisse des gisements miniers, de surface arable, de faune, de flore ou des ressources hydriques, le pays est classé parmi les plus nantis. S'agissant particulièrement de sa vocation agricole citée dans toutes les conférences internationales sur les capacités de production de l'Afrique, la RDC compte 80,0 millions d'hectares de terres arables, dont près de 80,0 % bénéficient d'une saison culturale longue de plus de 2/3 des mois de l'année. L'on notera que la prépondérance du secteur agricole dans l'économie procède principalement de son poids démographique. « En effet, environ sept personnes sur dix en âge de travailler résident en milieu rural et s'adonnent aux activités agricoles... Cependant, le secteur reste traditionnel et orienté essentiellement vers une production de subsistance, en raison principalement du faible développement des routes de desserte agricole et des techniques de production » (BCC, 2013, p. 28).

En ce qui concerne ses ressources du sous-sol, la RDC détient des gisements évalués à près de 70,0 % des réserves mondiales du colombo tantalite, plus de la moitié de celles du cobalt, près du tiers de celles du diamant et à 10,0 % de celles du cuivre. Face à ce capital physique gigantesque et comptant sur la magie du développement par l'industrialisation, l'économie congolaise s'est vite retrouvée dépendante de l'extraction des matières premières, l'industrie ad hoc étant érigée en moteur de la croissance. Il s'en suit que la structure des exportations est peu diversifiée, les produits miniers et hydrocarbures représentant plus de 98,0 % du total alors que les importations demeurent variées. Aussi, a-t-on assisté à un changement de la structure du partenariat commercial entre la RDC et les autres pays/régions du monde, la Chine étant devenue le partenaire principal du pays, devançant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, l'Amérique du Nord et la France.

Du côté de la demande, il est prouvé que la demande globale est tirée principalement par la consommation des ménages qui absorbe l'essentiel de la production intérieure depuis 2007.

4.2 Grandes phases de l'économie congolaise postcoloniale

Dans un exposé de 2015 sur la *Pertinence d'un plan de développement pour accélérer l'émergence de la RDC*, Déogratias MUTOMBO MWANA NYEMBO (2015), Gouverneur de la Banque Centrale du Congo, a distingué 8 grandes phases de l'activité économique en RDC durant la période postcoloniale.

Tableau 2. Croissance et phases de l'économie congolaise de 1960 à 2016

Période	Grandes phases de l'activité économique en RDC	Degré de vitalité de la croissance	Observation
1960-1961	Alternance croissance-récession	Forte (taux de 7,4 % en 1960)	
1962-1964	Années de croissance consécutive	Faible (taux moyen < 3,0 %)	
1965/1967	Alternance croissance-récession	Faible (taux de 2,5 % en 1966)	
1968-1973	Années de croissance consécutive	Forte et soutenue (taux moyen 6,9 %)	Période d'or
1974-1979	Récession	Négative	
1980-1988	Années de croissance interrompue par une récession en 1982	Faible (taux moyen < 3,0 %)	
1989-2001	Années de récession interrompue par une croissance en 1995	Négative	
2002-2016	Années de croissance maintenue	Forte et soutenue	Période d'or

Source : MUTOMBO M. N., D., 2015, p. 2.

Il ressort de cette marche longue de 57 ans que les années de basse conjoncture ont consommé toute la richesse produite durant les années de haute conjoncture jusqu'en 2001. Depuis 2002, la constance dans la positivité du taux de croissance, malgré les périodes de crises économiques et financières internationales, a poussé le politique à espérer que l'émergence est possible dans un horizon rapproché. Cependant, un programme cohérent de réformes ambitieuses est indispensable pour y parvenir. L'exemple de la Chine est très édifiant à ce sujet. Il devrait inspirer la RDC dans ses efforts de planification après quelques tentatives qui ont vite montré leurs limites.

4.3 Essai de planification en RDC : expériences récentes et défis

Durant les 50 années qui ont suivi l'accession de la RDC à l'indépendance, le pays s'est engagé dans plusieurs programmes sectoriels ou globaux visant, selon l'époque, tantôt à faire de l'agriculture la priorité des priorités, tantôt à accorder à l'industrie le rôle de locomotive du développement, tantôt à corriger les déséquilibres macroéconomiques par un ajustement structurel. Au cours de cette période, quelques plans quinquennaux savamment rédigés suscitèrent bien des espoirs ; mais, dans les faits, ils se limitèrent à un chapelet de bonnes intentions.

Plus d'une décennie plus tard, le pays s'est doté d'un Document de stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP). Il s'agit de « l'expression de la volonté du gouvernement congolais d'engager, à ce processus de renaissance, d'une manière participative et durable, l'ensemble de la population nationale et les partenaires intérieurs et extérieurs. Il sert de cadre organisateur et de fil conducteur aux actions à prendre dans chacune des phases du processus. Aussi les stratégies

du document intérimaire (DSRP-I) s'articulent-t-elles autour de trois piliers, à savoir : (i) le pilier de la restauration et de la consolidation de la paix ; (ii) le pilier de la stabilisation macroéconomique et de la relance de la croissance pro-pauvre ainsi que (iii) le pilier de la Dynamique Communautaire » (Ministère du Plan de la RDC, 2002, p. 3 – 4).

Par la suite, un deuxième document a été élaboré. Cependant, force est de constater, avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qu'au cours des quinze dernières années, la RDC a enregistré une croissance élevée reconnue par tous, mais qui s'est avérée être une croissance sans développement, parce que non inclusive » (PNUD, 2017, p. 1). Depuis 2015, le Gouvernement travaille sur un nouveau plan : le Plan national stratégique de développement (PNSD). Celui-ci a comme ambition de permettre à la RDC de rejoindre les pays à revenu intermédiaire en 2022, ceux dits émergents en 2030 et d'être développé à l'horizon 2050.

Le défi lié à cette énième expérience est sa mise en œuvre sans interruption, dans un élan de prise de conscience collective de tous les acteurs sur l'importance des cibles à atteindre. Bien entendu, un effort d'appropriation de ce plan, une fois mis à jour en considérant les évolutions récentes de la conjoncture internationale et les derniers développements du contexte intérieur, restera utile et ce, sans coloration politicienne. A ce sujet, l'une des forces du développement chinois aura été de se baser sur une stabilité politique et une convergence de vues des intervenants lorsque l'intérêt supérieur de la nation est recherché. C'est l'un des points du schisme des expériences sino-congolaises.

5 RPC vs RDC : schisme des expériences et leçons à tirer

5.1 Croissance chinoise et facteurs de développement

Certes les efforts déployés par la RDC dans le domaine de la gestion macroéconomique ont permis de réduire l'inflation, l'instabilité de la croissance ainsi que la vulnérabilité aux crises entre 2001 et 2015. Toutefois, nous observons, avec Makhtar DIOP, Vice-Président de la Banque mondiale pour la Région Afrique, que comme dans beaucoup de pays africains, cette croissance repose malheureusement « sur une accumulation de facteurs, particulièrement dans des secteurs à haute intensité de capital » (Makhtar DIOP, 2015, <http://www.banquemondiale.org/fr/news/speech/2015/01/13/lessons-for-africa-from-chinas-growth>). Le tableau 3 résume quelques différences entre la démarche de la Chine et celle de la RDC en matière de développement, en évoquant des choix économiques et des stratégies de développement, avec un focus sur le rôle du capital et la production.

Tableau 3. Le schisme des expériences

Domaine	Expérience chinoise	Constat en RDC
Production, productivité et croissance	Croissance galopante (près de 2 chiffres/an sur plusieurs décennies).	Evolution de la production en dents de scie, avec des périodes de décroissance profonde.
	Essor des industries manufacturières et hausse de la productivité.	Activités globalement à faible productivité et prédominance de l'agriculture.
	Formalisation de quasiment tous les secteurs.	Part importante du secteur informel.
	Prouesses dans le secteur des services.	Progression timide du secteur et disparités régionales importantes.
	Croissance pro-pauvres (entre 1981 et 2004, passage de la proportion des pauvres de 2/3 de la population à 1/10).	Croissance non inclusive : accompagnée d'une faible diminution de la pauvreté.
Capital humain : éducation	Augmentation sensible du nombre d'années moyen de scolarité des adultes de 1,5 en 1950 à 7,5 en 2010.	Evolution positive mais n'égalant pas le niveau de la Chine.
	Main d'œuvre qualifiée.	Déficit criant et fuite des cerveaux.
	Plus de 40 % des diplômés universitaires attribués en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM).	Abandon de ces filières faute de débouchés malgré une reprise timide dans le domaine NTIC.
Capital humain : santé	Engagement à élargir l'accès à la santé : mise en place d'un système de santé coopératif dès 1950.	Zones rurales dépourvues de soins de santé. Situation de déperdition médicale par rapport aux années 1960.
Capital physique	Gros investissements en infrastructures routières, téléphoniques, aéroportuaires. Au début des années 2000, plus de 45 % du revenu national investi dans le capital physique avec un impact sur la croissance. Accès à l'électricité garantie à la quasi-totalité de la population.	Investissements quasi inexistants. Budget consommé globalement par les dépenses de rémunération et de fonctionnement des institutions. Eléphants blancs en cas d'efforts. Accès à l'électricité limité à plus ou moins 10 % de la population si l'on intègre la qualité de la desserte.
Epargne	Taux d'épargne très élevés aussi bien pour les ménages, les entreprises privées que le secteur public.	Taux d'épargne très faible au regard du niveau du revenu et des incertitudes.
Démographie	Contenue grâce à la limitation des naissances durant des décennies. Population vieillissante et en perte de vitesse. Faible fécondité. Promotion récente des naissances depuis quelques années	Population jeune. Taux de fécondité élevé diminuant les perspectives économiques des femmes avec un impact négatif sur la croissance générale de l'économie.

Source : Les auteurs

Les renseignements contenus dans ce tableau indiquent à suffisance, pour ces quelques domaines et ou indicateurs, que la RDC a emprunté une voie de laquelle il faudrait se détourner pour revenir à sa trajectoire initiale, celle de 1960. Toutefois, les choix économiques de la Chine

n'étant pas une panacée, il importe de discuter sur les perspectives d'émergence de la RDC en intégrant des pistes suivies par d'autres pays qui sont parvenus à avancer à grands pas.

5.2 Discussions sur les perspectives d'émergence de la RDC

Le Fonds monétaire international (FMI) est l'une des organisations les mieux informées sur l'économie des pays. Ses experts réfléchissent assez souvent sur les mécanismes de sortie de crises que peuvent traverser les états membres et font des propositions dont certaines sont disponibles dans les parutions de la revue *Finances et Développement*. Plusieurs de ces suggestions peuvent être couplées à l'expérience chinoise à l'effet de bénéficier à la RDC. En somme, elles se rapportent :

▪ *en matière de gouvernance :*

- à la sauvegarde de la stabilité politique et institutionnelle ainsi qu'à l'amélioration de la gouvernance (RADELET, S., 2016) ;
- à la poursuite de l'amélioration du climat des affaires ;
- l'élévation du pilotage des réformes à une structure stratégique de haut niveau. Dans un premier temps, il serait question de renforcer le rôle et les attributions des structures chargées du suivi des réformes existantes avant de songer à la création d'une structure chargée de coordonner l'action du Gouvernement au niveau technique.

▪ *en matière de planification et de politique économique :*

- à la détermination des fondamentaux sur lesquels un Gouvernement, quelle que soit son obéissance, ne pourrait revenir ; en cas de projets particuliers, l'Exécutif aurait le devoir de mobiliser davantage pour réaliser ses ambitions. Ceci sous-entend que l'on établisse le bon diagnostic et que l'on propose les réformes prioritaires en veillant à lever les obstacles au développement (HAUSMANN, R., RODRIK, D. et VELASCO, A., 2006) ;
- à l'accélération des travaux pour doter la République Démocratique du Congo d'un plan de développement réaliste et tenant compte des spécificités du pays ;
- à la diversification de l'économie afin d'accroître la résilience de l'économie. L'une des pistes consiste en l'amélioration de la productivité agricole et à la progression dans la chaîne de valeur ;
- à l'amélioration de la mobilisation des ressources via, entre autres, la levée des fonds sur les marchés intérieur (émission des titres) et extérieur (notamment par l'entremise des organisations régionales et sous-régionales pour financer les projets intégrateurs). La diversification des sources de recettes intérieures intégrerait également le recours aux fonds de pension¹³ ;

¹³ Les exemples de l'Afrique du Sud, du Cap Vert, du Kenya, de l'Ouganda sont édifiants à ce propos.

- à l'adoption d'une politique fiscale attrayante en réduisant le taux d'imposition, quitte à élargir la base imposable au regard, notamment, des pratiques observées dans les zones frontalières à l'est du pays ;
- à l'ajustement de la politique économique en tirant des leçons des évolutions passées de la conjoncture et en tenant compte des perspectives. Ainsi, l'assainissement des finances publiques est déterminant pour la préservation des équilibres macroéconomiques, surtout dans un contexte de chute des recettes due à des chocs extérieurs. En même temps, un effort en matière d'amélioration du climat des affaires et de la qualité des investissements publics est à maintenir à tout prix (SAYEH, A. M., 2016) ;
- au renforcement de l'efficacité des dépenses (SY, A., 2016) ;
- à l'augmentation des budgets d'investissement public en priorisant les infrastructures énergétiques et de transport ainsi que l'éducation (capital humain) sans négliger la santé qui accroît l'espérance de vie ;
- au profit de l'avantage de la main d'œuvre à long terme au regard des perspectives démographiques du pays.

6. CONCLUSION

La Chine continuera d'inspirer encore très longtemps en matière de croissance économique. Cet article a voulu retracer une partie de son histoire économique en s'intéressant à sa planification du développement entamée, dans une version récente, en 1953, avec son premier plan quinquennal. Il en ressort que la stabilité politique durant des décennies, la constance dans l'effort et le pilotage des réformes par des structures pérennes sont des piliers sur lesquels ce pays a bâti sa croissance dont les taux sont restés à deux chiffres durant des années. Comparé à la RDC, le schisme est perceptible : le déficit d'adaptabilité a figé les choix politiques et économiques congolais, creusant le retard des stratégies adoptées par rapport à l'évolution du monde qui s'est globalisé. Par ailleurs, des problèmes de gouvernance continuent de plomber ses efforts malgré des tentatives d'amélioration de la gestion de la chose publique.

Pour rattraper le temps perdu, des suggestions en matière de planification et de politique économique ont été listées. Qu'elles se rapportent aux réformes prioritaires, à la mise en œuvre d'un plan de développement cohérent, à la diversification de l'économie, à l'assainissement des finances publiques ou à l'augmentation des budgets d'investissement, elles demandent toutes un haut degré de prise de conscience des acteurs.

Pour le reste, en ce qui concerne les relations économiques entre la Chine et la RDC, celle-ci aurait intérêt à négocier un financement des projets d'infrastructures dans le cadre de la récente initiative « une ceinture, une route ». Les chemins de fer et les routes à péages ainsi construites pourraient désenclaver les territoires à fort potentiel et concourir à l'augmentation de la production, tout en assurant l'auto-remboursement des financements y affectés.

7. BIBLIOGRAPHIE

- AMIN, S., 1970, *L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*, Anthropos, Paris.
- AGLIETTA, M. et LEMOINE, F., 2010, « La nouvelle frontière de la croissance chinoise », in *L'Economie mondiale 2011*, Ed. La Découverte, Collection Repères, Paris, p. 32-49
- BCC, 2013, *Politique monétaire de la Banque Centrale du Congo. Cadre de référence*, BCC, Kinshasa
- CARDOSO, F.-H. et FALETTO, 1978, *Dépendance et développement en Amérique latine*, PUF, Paris.
- CHEN, W. et NORD, R., 2016, « Un cap décisif », in *Finances et Développement*, Volume 53, N°2, FMI, p. 28-29
- DEUBEL, P., 2008, *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, Pearson Education France disponible sur https://www.pearson.fr/resources/titles/27440100430210/extras/7274_chap12_Analyse-Eco.pdf consulté le 22 mars 2017 à 19 : 43, heure de Kinshasa
- DIEMER, A., (n.d.), *La croissance*, Université d'Auvergne – Pôle Vichy, 1ère année de Licence, disponible sur <http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegenerale/GPEC/gpec-1-croissance.pdf>, consulté le 18 octobre 2017 à 07 : 00, heure de Kinshasa
- DIOP, M., 2015, *La croissance chinoise, une source d'enseignements pour l'Afrique*, disponible sur <http://www.banquemonde.org/fr/news/speech/2015/01/13/lessons-for-africa-from-chinas-growth>
- EMMANUEL, A., 1969, *L'échange inégal*, Maspéro, Paris.
- FAVREAU, L., 2004, « Théories et stratégies de développement au Sud : itinéraire de 1960 à aujourd'hui », in *Série Recherche*, N°32, Université du Québec en Outaouais, Outaouais
- HAUSMANN, R., RODRIK, D. et VELASCO, A., 2006, « Etablir un bon diagnostic », in *Finances et Développement*, disponible sur <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2006/03/pdf/hausmann.pdf> consulté le 09 novembre 2017 à 19 : 33, heure de Kinshasa
- KABUNGU, B. B. et NTABUGI BARAKOMERWA, P., 2017, « Chine 1978-2018 : 40 ANS de réformes. Quelles leçons à tirer pour un Congo émergent ? », in *Annales de l'UNIGOM*, Vol. VII, N° 1, pp. 43-80.
- KABUNGU, B. B., 2017, *Discussion sur la diversité du développement. Séminaire introductif à l'économie du développement*, Cours dispensé dans le cadre du Tronc commun des banquiers. Nouvelle formule, BCC, Kinshasa (inédit)
- LEMOINE Françoise, 2006, *L'économie de la Chine*, Ed. La Découverte, Collection Repères, 4ème édition,
- MALTHUS, T. R., 1798, *Essai sur le principe de population* (version électronique produite par TREMBLAY, J.-M., 2001) disponible sur http://prospective.free.fr/IMG/pdf/Malthus_principe_de_population.pdf consulté le 22 novembre 2017 à 20 : 33, heure de Kinshasa
- Ministère du Plan de la RDC, 2002, *Document Intérimaire de Stratégies de Réduction de la Pauvreté*, Ministère du Plan de la RDC, Kinshasa

- MUTOMBO MWANA NYEMBO, D., 2015, *Pertinence d'un plan de développement pour accélérer l'émergence de la RDC*, Présentation en prévision d'une intervention publique, BCC, Kinshasa, inédit
- PERKINS, D. H., RADELET, S. et LINDAUER D. L., 2008, *Economie du développement*, De Boeck, Bruxelles
- PNUD, 2017, *Rapport national sur le développement humain 2016. Croissance inclusive, développement durable et défi de la décentralisation en République démocratique du Congo*, PNUD-RDC, Kinshasa
- RADELET, S., 2016, « Une pause dans l'essor africain ? », in *Finances et Développement*, Volume 53, N°2, FMI, p. 6-11
- RICARDO, D., 1817 (version numérique par TREMBLAY, P., traduction de CONSTANCIO, F.S., et FONTEYRAUD, A., 1847 à partir de la 3^{ème} édition anglaise de 1821) disponible sur <http://www.anthropomada.com/bibliotheque/RICARDO-Economie-politique-et-impot.pdf> consulté le 22 novembre 2017 à 21 : 35, heure de Kinshasa
- ROSTOW, W.W., 1963, *Les étapes de la croissance économique*, Seuil, Paris
- ROSTOW, W., 1970, *Les étapes de la croissance économique*, Seuil, Paris
- SAYEH, A. M., 2016, « Un changement de capo s'impose », in *Finances et Développement*, Volume 53, N°2, FMI, p. 12-13
- SCHUMPETER, J., 1942, *Capitalism, socialism and democracy* (édition de 2003 publiée par Taylor and Francis e-Library) disponible sur <http://cnqzu.com/library/Economics/marxian%20economics/Schumpeter,%20Joeseeph-Capitalism,%20Socialism%20and%20Democracy.pdf> consulté le 22 novembre 2017 à 19 : 33, heure de Kinshasa
- SMITH, A., 2011, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations I* (traduction de l'édition de 1776 faite par GARNIER, G., revue par BLANQUI, A.), Flammarion, Paris
- SU, Z., 2009, « Participation de la Chine à la nouvelle division internationale du travail », in *Revue Économique et Sociale*, volume 67, n° 1, Suisse
- SY, A., 2016, « Un obstacle à la croissance », in *Finances et Développement*, Volume 53, N°2, FMI, p. 26-27.